



Déclaration au nom de l'Australie, du Canada et de la Nouvelle-Zélande lors de la trentième session de la Conférence des États parties

POINT 9 C) DE L'ORDRE DU JOUR : MISE EN ŒUVRE DES DÉCISIONS DE LA CONFÉRENCE DES ÉTATS PARTIES ET DU CONSEIL EXÉCUTIF SUR LES QUESTIONS RELATIVES À LA DESTRUCTION

Merci, Monsieur le Président. J'ai l'honneur de m'adresser aujourd'hui à la Conférence au nom du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

Monsieur le Président, l'année dernière, lors de la 29^e session de cette Conférence, nous étions confrontés à une situation très différente en Syrie, puisque pendant plus d'une décennie, le régime Assad a entravé les travaux de l'Organisation et cherché à dissimuler la vérité, et cela de manière délibérée et persistante. L'effondrement de ce régime, en décembre 2024, a provoqué un changement radical du paysage politique et diplomatique syrien, créant du même coup une nouvelle dynamique positive au sein de cette Organisation.

La 30^e Conférence des États parties nous offre une excellente occasion de réfléchir à cette transformation. Au lieu d'une violation flagrante de la Convention, nous constatons aujourd'hui un nouvel engagement en faveur de la transparence et d'une coopération sincère. Alors que nos efforts avaient peu de chances de progresser et d'aboutir, il existe désormais une véritable impulsion en faveur de ceux-ci.

En tant qu'États parties, nous devons tirer parti de cet élan afin qu'ensemble, nous puissions éliminer une fois pour toutes les armes chimiques et leurs précurseurs en Syrie. Ne pas agir de manière décisive augmenterait le risque très réel de prolifération, avec de graves conséquences pour notre paix, notre stabilité et notre prospérité collectives.

Dans ce contexte, nos pays saluent les efforts de toutes les parties qui, par leur contribution, ont rendu ces progrès possibles, y compris les autorités syriennes pour leur coopération avec le Secrétariat technique, le Qatar pour son rôle constructif dans la représentation des intérêts de la Syrie, et les partenaires pour leur soutien financier et en nature.

Nos pays tiennent à réaffirmer l'importance du travail accompli depuis la dernière réunion de cette Conférence pour identifier et inspecter les armes chimiques restantes en Syrie, et pour préparer la vérification de leur destruction. Nous saluons le travail impartial et de grande qualité du Secrétariat technique, y compris dans le cadre de ses nombreux déploiements en Syrie, malgré un environnement opérationnel extrêmement difficile. Nous accueillons aussi avec satisfaction la création du Fonds d'affectation spéciale pour les missions en Syrie, au titre budget-programme pour l'exercice biennal 2026-2027.

C'est avec plaisir que nos pays ont coparrainé la décision permettant la destruction accélérée sur place de ces armes dans certaines situations, adoptée par consensus lors de la dernière réunion du Conseil exécutif. Cette décision représente une avancée significative.

Elle contribue plus largement aux efforts visant à donner à la Syrie et au Secrétariat technique — par l'intermédiaire du Bureau des missions spéciales et de ses mandats — les moyens de travailler ensemble pour localiser, déclarer et détruire de manière vérifiable et irréversible toutes les armes chimiques restantes.

Elle permet également de recueillir et de conserver les preuves nécessaires pour attribuer la responsabilité de leur emploi et, à terme, pour amener les responsables à répondre de leurs actes.

Toutefois, il reste encore beaucoup à faire. Nous appelons tous les États parties à renforcer leur coopération afin de permettre l'élimination de ces armes. Cela implique, entre autres, de fournir au Secrétariat technique des ressources suffisantes pour qu'il puisse s'acquitter de son mandat en Syrie.

Monsieur le Président, nos pays réitèrent leur soutien à la mise en œuvre intégrale de la Convention. L'emploi d'armes chimiques est inhumain et menace nos moyens de subsistance à tous. Enfin, nous réaffirmons notre attachement à la transparence, à la responsabilité et au respect intégral de la Convention, y compris en Syrie, afin de soutenir la paix, la stabilité et la prospérité mondiales.

Je vous remercie, Monsieur le Président.